



PROJECT MUSE®

La négociation. Été 1940 : crise au PCF (review)

Denis Peschanski

Le mouvement social, Number 226, janvier-mars 2009, pp. 102-103 (Review)

Published by Association Le Mouvement Social

➔ For additional information about this article

<https://muse.jhu.edu/article/260271>

GUERRES

Roger BOURDERON. – *La négociation. Été 1940 : crise au PCF*. Paris, Syllepse, 2001, 253 pages. Préface de Serge WOLIKOW.

Il y avait donc encore beaucoup à apprendre sur la stratégie légaliste suivie par le PCF pendant l'été 1940. Depuis une vingtaine d'années, pourtant, les contributions universitaires se sont succédé qui permettent d'éclairer cette période comme aucune autre dans l'histoire du mouvement communiste français.

Négociations avec Abetz, réoccupation de mairies dans la banlieue rouge, rupture des négociations puis spirale répressive, analyse de la guerre et évolutions stratégiques : ce n'est pas sur ce terrain, aujourd'hui largement labouré, que Roger Bourderon nous apporte une contribution essentielle. C'est sur la crise que connaît alors le PCF ; sur les mécanismes en œuvre dans la dénonciation puis la mise à l'écart d'un « groupe », bien dans la tradition bolchevique ; sur la place faite à Jean Catelas, ancien député de la Somme, responsable de la réorganisation du PCF dans la région parisienne à l'été 1940, négociateur, malgré lui, pour la réparation légale de *L'Humanité*. Mais on a presque peur d'en dire trop, comme s'il s'agissait d'un (bon) roman dont on ne voudrait pas déflorer l'issue et, plus encore, l'organisation du récit. Car il s'agit bien d'une passionnante enquête que nous propose l'auteur, une enquête captivante à laquelle il s'est livrée et qu'il nous présente comme telle. Il y a déjà les protagonistes du drame, qui sont alors les principaux dirigeants du PCF encore présents en France : Duclos, Tréand, Dallidet, Frachon, mais aussi Jean Jérôme ou, héroïne malgré elle, l'agent de liaison de Catelas, Odette Janvier. Tout part de l'interview d'Odette Janvier, recueilli cinquante ans après les faits, dont les interrogations, jamais élucidées, lancent l'enquête. Une réponse est fournie par deux rapports inédits d'Arthur Dallidet, dont la dénonciation d'un « groupe fractionnel » dans lequel Odette Janvier tient une place de choix. Roger Bourderon explore une première piste : le conflit pour le contrôle des cadres, sur fond de désaccord (en fin de compte second) sur la ligne politique. En dédouanant en outre Duclos, proclamé par télégramme secret principal responsable du parti clandestin en France, l'Internationale communiste (IC) ouvre la voie à une sortie de crise à moindre frais. Dallidet s'adapte et fabrique la thèse du « groupe ». Et vient la deuxième piste : derrière Odette Janvier, aux responsabilités limitées, c'est bien Jean Catelas qui est visé, ce qui révèle l'ampleur de la crise qui éclate au moment même où le PCF est touché par une succession de chutes. Jusqu'à toucher Jean Catelas lui-même, arrêté le 15 mai 1941 et dont le martyre est suivi par l'auteur jusqu'à son exécution le 24 septembre 1941, après sa condamnation à mort par le tribunal d'État français.

S'appuyant sur des témoignages oraux qu'il a recueillis lui-même et sur des archives inédites de l'IC qu'a récupérées Serge Wolikow, historien bien connu du mouvement communiste international et auteur, ici, d'une introduction qui complète le livre en se polarisant sur les débats de l'IC, Roger Bourderon ne fait pas que reconstituer l'histoire mal connue d'une crise interne. Il tire avec habileté les différentes ficelles d'une histoire complexe : stratégie du PCF, processus décisionnel, clandestinité, juridiction d'exception, mécanisme de régulation politique dans le système partisan communiste (avec la figure obligée du « groupe »), psychologie de responsables communistes. Cette leçon de micro-histoire s'accompagne d'une mise à jour de notre arrière-cuisine : on y trouve ainsi les rapports de Dallidet reproduits en annexe, mais également ce qui est au cœur de notre démarche historique, à savoir l'aller-retour constant entre nos hypothèses de travail et les sources qui permettent

de les nuancer ou de les transformer, jusqu'à une nouvelle validation par les sources, dans un long processus qui aboutit à la construction finale, sinon définitive, du récit¹³.

Denis PESCHANSKI

Marc BONINCHI. – *Vichy et l'Ordre moral*. Paris, PUF, 2005, 319 pages. Préface de Gérard NOIRIEL.

Le livre de Marc Boninchi, *Vichy et l'ordre moral*, est tiré d'une thèse d'histoire du droit. Cette simple mention mérite l'attention : en effet, discipline éloignée des débats de l'histoire historique et enclavée dans les UFR de droit, l'histoire du droit est connue pour négliger la période contemporaine et les questions politiquement sensibles. Or, *a contrario*, c'est à la fois une période historique sujette aux controverses, celle de Vichy, et un thème – celui des mœurs jugées coupables – qui intéressent notre historien du droit. En sus de cette relative marginalité vis-à-vis de son milieu professionnel d'origine, Marc Boninchi se situe également sur des terrains qui, du côté des historiens contemporanéistes, n'ont été que peu défrichés. L'ouvrage doit donc être lu à deux niveaux, d'une part celui de sa contribution à l'histoire de la période et d'autre part celui de l'analyse du droit et de la justice apportée par un juriste.

Dans cette première perspective, le parti pris revendiqué par l'auteur, renforcé par la préface de Gérard Noiriel, s'inscrit dans la continuité des *Origines républicaines de Vichy*¹⁴. Dans ce livre, Gérard Noiriel insistait en effet sur les continuités entre la Troisième République et le régime de Vichy, en particulier pour ce qui concerne les pratiques administratives relatives aux discriminations légales instituées par le régime. De la même manière, l'une des thèses fortes soutenue par Marc Boninchi consiste à affirmer que, pour l'ensemble de lois qu'il qualifie de relatives à l'ordre moral, Vichy constitue moins une rupture qu'une forme de continuation, il est vrai exacerbée, de tendances à l'œuvre dès la Troisième République. Comme Gérard Noiriel, il dépeint Vichy sans tenir compte des effets de l'occupation allemande, que ce soit d'un point de vue juridique, politique ou social. L'auteur s'intéresse à des réformes législatives regroupées sous la thématique de l'ordre moral. Dans cet ensemble, il inclut six domaines : la répression de l'adultère, de l'abandon de famille, de l'homosexualité et de la prostitution, ainsi que la lutte contre l'alcoolisme et contre l'avortement. Sur ces sujets relatifs à la répression de pratiques « que la morale réprouve », pourrait-on dire, l'auteur analyse à l'aide d'archives largement inédites, centrales et locales, les réformes législatives mises en place par le régime depuis leur élaboration jusqu'aux modalités de leur application.

Les formes de continuité qu'il identifie entre la période républicaine et celle de Vichy se situent à ces différents niveaux, qu'il s'agisse de la stigmatisation continue de certaines pratiques, des modalités concrètes d'élaboration de lois au sein des cabinets ministériels, ou encore de leur application dans les tribunaux. Ces formes de continuité sont néanmoins nuancées, principalement par la spécificité de la dynamique législative de ce régime, marquée par la disparition des assemblées représentatives, et par la nouveauté de certains de ces mots d'ordre. Néanmoins la volonté de rupture invoquée par le régime est considérée par Marc Boninchi comme relevant « de la technique du trompe-l'œil », ce constat étant selon l'auteur corroboré par les processus législatifs étudiés.

13. Voir depuis également J.-P. BESSE et C. PENNETIER, *Juin 40 : la négociation secrète*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2006.

14. G. NOIRIEL, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette Littératures, 1999.

